

SON PARTI EST UN DES RARES À LES BOYCOTTER

Abdallah Djaballah : «Les prochaines élections locales seront une supercherie de plus»

Un des rares partis à avoir décidé de tourner le dos aux élections locales du 29 novembre prochain, le Front pour la justice et le développement (FJD) semble tenir rancune aux membres du front du refus des résultats des dernières législatives pour cause de fraude généralisée sans pareille.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le président du FJD, qui présidait hier une réunion des cadres du parti au niveau de la wilaya d'Alger, n'y est pas allé par quatre chemins pour descendre en flammes cette coalition d'une vingtaine de partis dont il a été l'un des principaux instigateurs pour se liguer et crier plus fort que tout le monde à la fraude lors des législatives du 10 mai dernier. La raison coule de source puisque tout ce beau monde ou presque, en fait des petits partis nés pour la plupart quelques semaines, voire quelques jours seulement, avant ledit scrutin législatif à l'occasion duquel ils étaient à ramasser à la petite cuillère, pour n'avoir récolté que des strapontins pour les plus chan-

ceux d'entre eux, sont partants pour le tout prochain double scrutin local. «Ce qui relève d'une contradiction flagrante, eux qui ont crié sur tous les toits à la fraude massive le 10 mai dernier, ce qu'ils ont, par ailleurs, bien consigné dans le rapport de la fameuse commission Seddiki», dira Djaballah pour qui ces partis servent inconsciemment ou pas le lobby aux affaires du pays.»

Et de poursuivre sur le ton de la dérision : «C'est comme si le scrutin du 29 novembre différerait des précédents alors que tout indique qu'il sera une autre supercherie de plus.» Le leader du FJD n'a pas manqué pas de préciser, dans le souci de ne pas paraître comme un parti qui boycotte juste pour le



Abdallah Djaballah.

plaisir de le faire ou encore, comme le susurrent certains cercles, pour incapacité organique à être de ce rendez-vous électoral, avoir sollicité des autorités un mini-

mum de mesures à même de garantir un tant soit peu la régularité et la transparence des prochaines élections locales. Dont notamment la mise sur pied d'une

commission de surveillance réellement indépendante, pas comme celle des magistrats qui, dira-t-il, n'a fait que légitimer une fraude généralisée que tout le monde a vue. A propos du tout nouveau gouvernement, Djaballah n'a pas été tendre à l'égard de Abdelmalek Sellal, sans toutefois le citer nommément. «On ne peut pas prétendre faire mieux que son prédécesseur quand on a été soi-même complice dans l'échec pour avoir été ministre des années durant», commentera-t-il, non sans prédire, comme l'a fait le RCD, un échec du plan d'action du nouvel Exécutif, actuellement en débat à l'APN. «C'est le même scénario qui se répète, un programme ambitieux sur le papier seulement car les ministres, nommés par le président loin de tout critère de représentativité populaire, n'ont cure du peuple qu'ils sont censés servir car ne lui devant pas leurs postes», lâchera le leader du FJD.

M. K.

MOHAND-AMOKRANE CHERIFI, PRÉSIDENT DU COMITÉ D'ÉTHIQUE AU FFS :

«Nous avons un gouvernement pompier»

Selon le président du Comité d'éthique du FFS (Front des forces socialistes), Mohand-Amokrane Cherifi, le plan du nouveau gouvernement ne s'inscrit pas dans la durée. Ses propositions portent sur des solutions conjoncturelles mais ne se projettent pas dans l'avenir.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - S'exprimant hier, lors d'une conférence de presse à Alger sur le volet économique et social du pays, M. Cherifi estime qu'il ne suffit pas d'apporter des solutions immédiates pour les besoins de la population. Selon lui, «il ne suffit pas de nettoyer des villes ou de changer la place des ordures». Pour M. Cherifi, «nous sommes face à un gouvernement de pompiers qui réagit dans l'urgence sans aucune projection future». L'expert estime que l'Algérie doit redéfinir sa stratégie afin de «survivre» dans une conjoncture économique mondiale qui évolue en pleine crise économique. Selon lui, la première mesure urgente à mettre en place est la décentralisation et l'autonomie effective du pouvoir économique au niveau des collectivités

locales et des entreprises. «Les collectivités locales doivent disposer de moyens financiers et administratifs suffisants pour répondre aux besoins de la population», a indiqué le conférencier qui plaide pour le transfert du pouvoir à la population à travers les élus au niveau local. Les entreprises publiques, poursuit-il, n'ont pas l'autonomie de décision, ce qui retarde les investissements. Le conférencier a plaidé, par ailleurs, pour la soustraction de tous les secteurs stratégiques du capital étranger, en particulier les hydrocarbures et les nouvelles technologies de l'information.

L'expert, qui appelle le gouvernement à se réapproprier «tous les secteurs stratégiques», estime qu'«appliquer la règle 51/49 sur l'ensemble des produits est dramatique». Ce dernier se dit éton-

né qu'avec 186 milliards de dollars de réserves de change, que l'Algérie n'arrive pas encore à dépenser, l'on continue d'exporter le pétrole. «Arrêtons de pomper. Est-ce que nous avons besoin de tout cet argent ?», a tonné le conférencier qui ne trouve pas de

réponse à sa question relative aux raisons qui poussent l'Algérie à donner de nouveaux contrats d'exploitation pour de nouveaux gisements dont le besoin ne s'est pas exprimé. C'est notamment le cas pour l'exploitation du gaz de schiste qui, dit-il, «c'est très grave

d'utiliser une technologie qui est encore au stade expérimental».

Cependant, selon cet expert, «le changement ne vient pas avec le changement des responsables, mais c'est le système en place qui doit changer».

S. A.

ÉLECTIONS LOCALES

Jil Jadid annonce sa participation

Le président du parti Jil Jadid, Sofiane Djilali, ne voit en la politique de la chaise vide aucune avancée pour la société algérienne.

Le conseil national du parti Jil Jadid, qui s'est réuni ce 28 septembre 2012, à l'Institut national d'études et de recherches syndicales (INERS), à El Achour, sur les hauteurs d'Alger, s'est prononcé majoritairement pour la participation aux prochaines élections municipales. Sofiane Djilali a, en effet, conforté la position de la majorité en soulignant que «la politique de la chaise vide est dans



Sofiane Djilali.

toutes ses dimensions négatives, et que c'est surtout au parti poli-

tique que revient la charge d'aller vers les citoyens pour recréer la confiance entre la sphère politique et la société». Ainsi, pour le président de Jil Jadid, «il ne sert à rien de dire aux gens restez chez vous le jour du vote pour qu'après lorsque les autorités locales ne répondent pas à leurs aspirations, ils sortent manifester leur colère dans la rue».

Par ailleurs, le parti a mis en place une commission d'éthique indépendante sur laquelle le président de Jil Jadid, lui-même, n'a pas d'emprise.

M. M.

MSP

Les organisations satellites du parti continuent de recruter et former les jeunes

Un meeting de jeunes a été organisé hier par l'Académie Jil Tarjih (la génération pondérée) à la salle Atlas de Bab El Oued, fondation satellite du Mouvement de la société pour la paix (MSP) que préside Abderezak Mokri, vice-président du parti. Le slogan du meeting est «Les blasphèmes à l'encontre du Prophète sont le début d'une nouvelle victoire». La fondation, qui recrute et forme plutôt les lycéens, a profité, selon les organisateurs, des vacances d'été pour mettre en œuvre un programme des plus riches, le plus dense depuis la création de la fondation. Un programme clôturé par un colloque tenu au complexe le Grand Bleu de Tipasa, du 23 au 28 septembre. Les meilleurs «élèves» ont reçu des prix de distinction, hier, en marge de ce meeting où il n'était pas question pour son superviseur, M. Mokri, de commenter l'actualité politique mais de s'adresser aux jeunes de l'Académie près d'un millier, entre filles et garçons, venus des quatre coins du pays.

L. H.

VOL DE BÉTAIL À BERRAHAL (ANNABA)

La population et les gendarmes neutralisent... des policiers

Suite de la page Une

L'information a vite fait le tour de la wilaya d'Annaba où la population n'en revenait pas. Tout a commencé lorsque des habitants de la commune de Berrahal ont appelé, dans la journée, le numéro vert (10-55) de la Gendarmerie nationale pour signaler la présence de quatre individus sur le point de voler du cheptel dans une ferme isolée.

Une section d'intervention de la Gendarmerie nationale s'est

déplacée immédiatement sur les lieux, mais à la grande stupéfaction de tous, l'un des quatre voleurs a brandi une arme et tiré des coups de feu.

Les habitants se sont vite mobilisés, croyant qu'il s'agissait de terroristes, pour quadriller la région. Une forte mobilisation qui a dû contraindre le voleur à déposer son arme, un PA quinze coups.

C'est alors que les gendarmes, qui ont neutralisé l'individu armé, ont découvert, à leur grande stu-

péfaction, qu'il s'agissait d'un policier. Plus grave encore, il s'est avéré qu'un autre parmi les quatre voleurs était lui aussi policier et avait même sa carte professionnelle sur lui.

Les gendarmes n'ont pas eu le temps d'arrêter les deux autres malfaiteurs, dont une jeune femme, puisque la population s'en est chargée et leur a causé de graves blessures, ce qui a d'ailleurs nécessité leur évacuation en urgence à l'hôpital.

Mehdi Mehenni